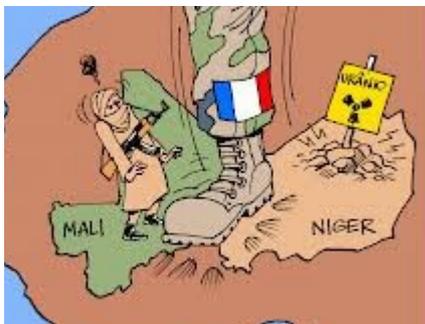


La Lettre de l'AFASPA

Juillet/Août 2022

Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique
13 rue Pierre et Marie Curie 93170 BAGNOLET
courriel : afaspanationale@gmail.com / site Internet : www.afaspa.com

IL DOIT CESSER LE TEMPS DES COLONIES !



Dans une lettre adressée le 15 août à Zhang Jun Président du Conseil de Sécurité de l'ONU, le gouvernement malien demande une réunion d'urgence pour faire cesser ce qu'il présente comme « les actes d'agression » de la France. Il affirme disposer « de plusieurs éléments de preuve que ces violations flagrantes de l'espace aérien malien ont servi à la France pour collecter des renseignements au profit des groupes terroristes opérant dans le Sahel et pour leur larguer des armes et des munitions ». Des drones, des hélicoptères et des avions de chasse survoleraient le territoire malien sans autorisation. Une cinquantaine de violations aurait été recensée, dont le largage de colis, comme à Labezanga le 8 août dernier. Après l'attaque du camp de Tessit début août, qui a coûté la vie à 42 soldats maliens, l'armée malienne affirmait avoir enregistré « des opérations clandestines et non coordonnées de survol » prouvant que les terroristes -en l'occurrence la branche sahéenne du Groupe État islamique- avaient bénéficié « d'un appui majeur et d'une expertise extérieure. » Le chef de la diplomatie malienne laisse également entendre que les Français pourraient avoir transporté par hélicoptère deux membres d'un groupe djihadiste début août dans la région de Tombouctou.

Le général commandant de la force Barkhane et l'ambassadeur de France au Mali, s'offusquent de telles accusations qu'ils démentent. Mais rien du Quai d'Orsay ni de l'Elysée...

La journaliste Martine Laroche-Joubert ne mâche pas ses mots : « Dans ce silence gênant

de l'hexagone, il nous est revenu que tous ses efforts sont déployés au sein de l'ONU pour que cette réunion d'urgence demandée par le Mali n'ait jamais lieu. En effet Paris, n'étant pas capable d'affronter ce dossier d'accusation qui s'avère être en béton armé, s'emploie toutefois à éviter de rallonger la chaîne des précédents fâcheux pour sa diplomatie internationale. Pour le moment, le flou persiste dans cette affaire grâce notamment au silence douteux de l'accusé. L'occasion de féliciter l'Elysée pour avoir pu retenir le fougueux président de l'ouvrir au risque de tout foutre en l'air. Mais l'envoi de Macky Sall pour calmer les ardeurs de Bamako a lamentablement échoué. Malgré le suspense et le jeu de la montre fait par certains acteurs dans cette affaire, le Mali n'entend pas du tout lâcher l'affaire. Le Ministre des affaires étrangères A. Diop s'est entretenu la semaine passée avec l'Ambassadeur de la Chine au Mali sur cette question.

L'affaire retient toute l'attention de l'opinion nationale malienne et panafricaine. Pendant ce temps, Paris évite les sorties publiques et met à profit toutes ses ressources diplomatiques de haut niveau. Pour le moment les pays de l'Union européenne lui auraient assuré leurs soutiens. C'est peut-être pour témoigner de ce fait que la Ministre allemande des affaires étrangères s'est fait de nouveau remarquer par une autre de ses bêtises qu'elle seule maîtrise le ton « L'Allemagne ne va pas laisser le Mali à la Russie ». Par l'Allemagne, il faut entendre : l'union européenne en soutien à la France pour l'aider à préserver sa propriété privée, le Mali. Le réveil euro-occidental sera brutal. »

Ce triste tableau rappelle les méthodes utilisées il y a 64 ans par les dirigeants Français de l'époque pour torpiller l'indépendance de la Guinée, coupable d'avoir dit non à l'aménagement de la servitude et oui à une indépendance authentique.

La morgue colonialiste a la défaite mauvaise.

BONNES NOUVELLES

Nettoyage postcolonial en Belgique



Depuis l'enquête en 2018 d'un journaliste sur les restes humains présents dans les collections du musée de Tervuren, des associations réclamaient le déboulonnage du buste d'Emile Storms, lieutenant-général qui avait notamment tranché la tête du chef local Lusinga Iwa Ngombe, en 1882 et expédié son crâne en Belgique. Il était envoyé par le roi Léopold II pour conquérir de nouveaux territoires au Congo.

La bourgmestre de la commune d'Ixelles en Belgique a accompli un geste très symbolique, le 30 juin dernier. Elle a retiré de l'espace

public la statue du personnage sulfureux, connu pour ses actes barbares dans la région du lac Tanganyika. Le buste sera exposé dans un musée où un travail de contextualisation devrait être entrepris afin de raconter précisément son histoire.

Echec et mat pour Vincent Bolloré

La cour d'appel a confirmé le jugement rendu en mai 2019 condamnant le milliardaire pour « procédure abusive » et « abus de constitution de partie civile » ainsi que des dommages et intérêts de 9000 euros au profit de Benoît Collombat journaliste d'investigation, pour son témoignage dans le livre du collectif Informer n'est pas un délit, paru chez Calman-Levy. La justice a sanctionné ce harcèlement sans relâche qui a commencé en 2009 suite au documentaire de 40 mn, Cameroun, l'empire noir de Vincent Bolloré, pour lequel le journaliste avait été condamné, radio France n'avait pas fait appel... Ce n'est pas la première fois que l'oligarque français perd un procès-bâillon.

AU CAMEROUN



©ReAct

Les travailleuses saisonnières des plantations de canne à sucre de la Sosucam, filiale du groupe Caste, s'organisent aux côtés de leurs collègues masculins pour obtenir la baisse des cadences et de meilleures conditions de travail. Le mois dernier, avec l'aide de ReAct Transnational, la demande de création d'un syndicat spécifique aux travailleurs et travailleuses saisonniers a été déposée auprès de l'administration camerounaise. Une première pour ces ouvrières précarisées et invisibilisées depuis de

L'AFRIQUE BOUGE

longues années. Boukebe, planteuse de canne à sucre et Présidente de l'association des femmes planteuses de la Sosucam, témoigne : *« Il faut planter 12 lignes de 100 mètres par jour. C'est trop. Notre principale revendication est la réduction de la tâche. Il faut que cela change dans le futur. »*

AU LIBERIA

Les riverains des plantations agro-industrielles de caoutchouc revendiquent le droit à l'éducation pour leurs enfants. Il y a plus de 15 ans, les habitant.es de Gran Bassa ont été expulsés de leurs villages. Leurs champs ont été remplacés par des plantations d'héveas sur des dizaines de milliers d'hectares, pour produire du caoutchouc. La Liberian Agricultural Company, rachetée par le groupe Socfin, dont Bolloré est actionnaire principal, avait promis de compenser ces pertes de revenus. Une des promesses concernait la scolarisation des enfants des populations déplacées. A ce jour, toujours rien. Les

membres de l'organisation de riverains LACDISTFAC vont relancer l'entreprise. La demande est claire : que soit prise en charge la scolarisation de tous les enfants. En cas de refus, les riverain.es sont prêts à organiser une action. David, l'organisateur de ReAct Transnational au Liberia, appuie les leaders de LACDISTFAC dans l'élaboration de la stratégie de lutte.

Ruth, riveraine des plantations d'hévéas de la Liberian Agricultural Company. « *Nos enfants sont intelligents, ils sont motivés. Mais regarde, ils sont ici au lieu d'être à l'école. Que l'entreprise prenne ses responsabilités, ou qu'elle nous rende nos terres.* »



©ReAct

LE SAHEL VEUT VIVRE EN PAIX

À Dori, le 27 août les manifestants venus de plusieurs provinces de la région du Sahel ont exprimé leur sentiment d'abandon face à la dégradation de la situation sécuritaire, humanitaire. Ils ont exigé la sécurité et pour enfin vivre en paix. Leur colère s'exprimait sur des banderoles et pancartes « *Le Sahel est délaissé, il agonise. Nous sommes aussi des*

Burkinabè ».

Yaya Dicko, coordonnateur du mouvement a expliqué à Yaya Boudabi, journaliste de RFI « *Le Sahel est uni pour dire non à l'incompétence des autorités. Les populations veulent dormir et se réveiller dans la quiétude* ». Ils réclament entre autres un accès aux produits de première nécessité, le retour de l'administration publique, le ravitaillement régulier des zones à fort défi sécuritaire, et une facilitation de la libre circulation des personnes et des biens sur les principaux axes routiers de la région du Sahel. « *Que notre droit à la sécurité et à la vie soit garanti sous toutes ses formes, ainsi que l'intégrité du territoire national, l'arrêt de la stigmatisation dans la lutte contre l'extrémisme violent, la facilitation de la libre circulation des personnes et des biens sur tous les axes routiers, la conduite d'enquêtes rigoureuses sur les allégations d'exactions extra-judiciaires et la levée de l'interdiction de circuler de certains types d'engins motorisés à l'intérieur des villes chefs-lieux de provinces* » sont, entre autres leurs revendications.



AUTRES ECHOS D'AFRIQUE

TUNISIE

Piètre victoire pour le président tunisien qui a obtenu que moins du quart des inscrits se déplacent pour voter sur le changement de constitution. Et encore parmi eux 6% ont voté contre. Le camouflet est retentissant mais il constitue un crime contre la démocratie. Les Tunisiens espéraient autre chose pour leur pays qu'ils avaient sorti de la dictature pour pratiquement y retomber. Le juriste Sadok Belaïd, chargé de la rédaction du texte avec le président a finalement déclaré qu'il était en désaccord profond avec la version soumise au référendum... il a estimé publiquement qu'un oui au référendum validant ces modifications de constitution pourraient « ouvrir la voie à un

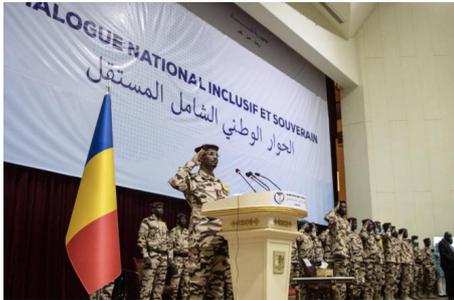
régime dictatorial".

Klaxons et drapeaux tunisiens brandis avenue Bourguiba, fêtent les 94% de Oui, mais ils ne cachent pas une réalité : beaucoup de jeunes ont préféré boycotter le processus référendaire qu'ils jugent arbitraire. Ils s'opposent à cette Constitution qu'ils jugent inquiétante pour les libertés et qui peut faire basculer le pays dans un régime hyper présidentiel.

Une constitution qui a permis 24 années de dictature ne se modifie pas entre quatre yeux. C'est une large concertation avec les acteurs sociaux et la société civile responsable, dynamique et cultivée qui aurait dû être mobilisée pour donner les vrais moyens d'un fonctionnement démocratique de la vie politique du pays.

TCHAD

Le 20 août 2022 Mahamat Idriss Deby inaugurerait la statue de la paix, du pardon et de la réconciliation, marquant la cérémonie d'ouverture du Dialogue Inclusif National et Souverain.



Devant les 1 400 participants issus des partis politiques, ex-rebelles ou encore la jeunesse et la société civile, le fils de l'ancien dictateur a demandé pardon au nom de son père et au nom de tous ses prédécesseurs. Les victimes ou leurs familles devront-elles s'en contenter ? Il a lancé un appel aux opposants politiques et à une partie de la société civile qui refusent toujours de participer au dialogue national inclusif qui devrait apporter « un Tchad en paix ». Mais Mahamat Idriss Deby Itno s'est gardé de donner une indication sur ses intentions quant à sa candidature lors d'une prochaine élection présidentielle. Toutes ces belles paroles n'ont visiblement pas suffi à faire démarrer les travaux reportés quatre jours plus tard.

Les participants réunis le 24 août devaient d'abord s'entendre sur le premier point à l'ordre du jour : la rédaction d'un règlement intérieur afin d'assurer le bon fonctionnement des débats à venir. Mais après deux heures de retard à l'ouverture et seulement une heure de travaux, la séance a été suspendue. Tous ces retards auraient dû permettre de régler les questions d'intendance... que nenni ! Il manquait des casques pour les traductions Arabe/Français. Le débat souffrait aussi de l'indiscipline de nombreux participants que les organisateurs devaient sans cesse rappeler à l'ordre. En soirée, avant que la séance soit suspendue une heure plus tôt que prévu, le rapporteur général du comité d'organisation a donné connaissance de la proposition de mettre en place quatre organes pour la tenue des débats de ce DNSI, dont une assemblée plénière, un présidium de 21 membres et des

commissions par thèmes, tels que la forme de l'État ou les droits et libertés.

Pour le quotidien burkinabè Le Pays, « autant les chefs rebelles ne doivent pas chercher à négocier avec un couteau dans le dos, autant ce dialogue national ne doit pas apparaître comme une opportunité de légitimation du pouvoir de Déby fils, qui continue d'entretenir le flou sur ses intentions dans le processus de transition censé déboucher sur une dévolution du pouvoir aux civils dans les meilleurs délais. En tout état de cause, après tant d'années de déchirements, les Tchadiens ont besoin de se parler à cœur ouvert, dans un langage autre que celui des armes ».

Le 26 août, après 10 heures de discussions houleuses le comité d'organisation a tranché sur l'adoption du règlement intérieur pour permettre d'avancer, une semaine après l'ouverture des travaux.

Le 28 août plus de 500 personnes, se sont portées candidates pour intégrer le présidium, composé de 21 membres. Ils ont été désignés par les membres du Comité d'organisation du dialogue national inclusif. « Nous contestons la mise sur pied de ce bureau. Tel que les choses se passent, nous ne sommes pas partants et nous appelons Mahamat Idriss Déby pour remédier à cela, faute de quoi nous ne participerons pas à ce dialogue », a averti Gilbert Maoundonodji, membre de la société civile. « A part le président, les autres membres du présidium sont plutôt du même bord politique, les jeux sont faits à l'avance, c'est pourquoi nous avons décidé de quitter le dialogue », a déclaré Djerandi Laguerre Dionro, porte-parole de onze fédérations professionnelles qui participaient au dialogue, dont celles des avocats et des médecins. « Nous les laissons continuer leur monologue », a-t-il conclu. A suivre...

SAHARA OCCIDENTAL

Les familles sahraouies sont toujours interdites de planter leurs tentes dans le désert pour passer l'été au calme de la badia. Le 10 août les forces auxiliaires marocaines sous l'autorité

du caïd de Jraifia, ont attaqué un groupe de familles sahraouies dans le désert de Laraiguib à l'Est de Boujdour, où elles passaient des vacances sous leurs tentes.

Les agents de l'Etat marocain ont saccagé les tentes à coup de couteau et les ont fait choir sur leurs occupants qu'ils ont ensuite agressés. Des téléphones ont été saisis pour empêcher la diffusion de la scène filmée. Pas tous, des photos nous ont été envoyées.

Cette intervention violente s'inscrit dans le cadre du ciblage systématique par l'occupant de la tente sahraouie comme l'un des symboles culturels fondamentaux du peuple sahraoui qu'il sans relâche et par tous les moyens depuis le démantèlement sauvage du camp de Gdeim Izik en 2010.

Les victimes sont les familles Ahel Ali Salem, Ahel Aaila, Ahel Bachir Khaya et la famille El Aalem Haedh ould Mbarek dont le père a été hospitalisé.



TICAD 2022

La 8ème édition de la TICAD (Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique) s'est tenue fin août à Tunis avec 5 000 participants dont 30 chefs d'État et de gouvernement venus de toute l'Afrique. Le Japon dit vouloir instaurer un partenariat qui n'endette pas les pays hôtes. Il se défend de s'orienter vers une exploitation des ressources minérales (la place est déjà bien occupée...) mais plutôt vers le développement d'énergies à base d'hydrogène et autres énergies renouvelables, et de miser sur le développement technologique. Dès l'ouverture il annonçait la signature de plusieurs conventions : une aide de 30 milliards de dollars sur trois ans pour des projets en Afrique et 100 millions de dollars pour la protection sociale en Tunisie pour faire face au Covid-19.

Le roi a boudé le TICAD.

Le roi du Maroc, homme d'affaire s'il en est, a refusé de venir à Tunis, compte tenu de la présence de Brahim Ghali. Ce dernier n'était pas là en tant que dirigeant du Front Polisario, comme se sont plu à le dire et le répéter les « grands » médias, mais en tant que président de la République Arabe Saharouie Démocratique et reçu avec les honneurs par le président hôte. Il avait reçu l'invitation du président la Commission africaine

AFRIQUE DU SUD

Chasseuse d'orages

Au sein de l'université du Witwatersrand, la récolte de données du centre d'études de la foudre sert à mieux comprendre le phénomène. La foudre tue chaque année plus de 200 personnes dans le pays. Et les dégâts sont aussi économiques, alors que les chercheurs manquent encore d'informations scientifiques sur ce phénomène.

La chercheuse Carina Schumann a installé ses appareils à proximité des deux tours de communications de Johannesburg qui attirent les éclairs du fait de leur taille. « Ici, c'est une caméra à haute vitesse, pour enregistrer 50 000 images par seconde. Et celle-ci, elle se déclenche selon les mouvements, donc on n'a pas forcément besoin d'être là pour la déclencher. Car jusqu'à présent, explique-t-elle, j'ai passé beaucoup de temps à courir sous les tempêtes. »

La chercheuse brésilienne a également installé sur les tours des instruments de mesure. « La foudre peut tomber jusqu'à 50 fois par an sur ces tours. Pour moi, ces études scientifiques permettent d'aider les ingénieurs à créer de meilleurs équipements de protection, de mieux prédire quand le phénomène va se produire, et d'en apprendre toujours plus. »

Pour Hugh Hunt, à la tête du laboratoire, Johannesburg est un poste d'observation idéal : « Notre production d'électricité est concentrée dans la région voisine du Mpumalanga, donc il y a des lignes électriques dans toute la zone. Et notre cœur économique est également situé ici, où il y a beaucoup d'éclairs. »

« Les dommages s'élèvent à plusieurs millions de rands chaque année, cela peut aller de la perte de boîtiers internet et de télévision chez des

particuliers, à de gros soucis très sérieux sur des lignes électriques, précise le chercheur. Et il y a de nouveaux défis qui émergent avec les énergies renouvelables. Tout d'un coup, tout le monde installe des systèmes solaires, mais il faut étudier comment ils sont touchés par la foudre, c'est différent de nos installations électriques actuelles. Il y a encore des choses à analyser, et de nouvelles situations auxquelles il faut réfléchir.» Les scientifiques ont de quoi étudier pour arriver à déchiffrer les derniers mystères de la foudre.



«AGRO-BUSINESS SANS FRONTIERES"»

Le Bénéfice-durable de la SOCAPALM

Ne pensez pas que nous ayons une dent contre la SOCAPALM qui revient régulièrement dans La Lettre de l'AFASPA. C'est un devoir de vous faire part des informations qui nous parviennent régulièrement des organisations du collectif de soutien aux communautés paysannes impactées par les plantations du groupe Bolloré et consorts.

La RSPO, organisme de contrôle du développement durable, a procédé à une vérification auprès de la SOCAPALM relative aux allégations qui publiées en juillet 2020 et janvier 2021 par les communautés impactées par ses activités agricoles.

Les conclusions de son rapport du 16 juin 2022 sont sans appel et confirment la justification des allégations concernant :

- La perte de l'accès à leurs terres constituant leur source de revenus.
- La perte de l'accès à des ressources d'eau propre du fait de la pollution des eaux par les déchets chimiques provenant des opérations de l'entreprise.
- L'isolement d'établissements d'enseignement proches depuis la mise en place de barrages routiers par l'entreprise,
- Les abus et harcèlements sexuels dont les femmes sont victimes par les gardes et la police de l'entreprise
- Le manque de clarté et l'absence de transparence des mécanismes relatifs aux griefs sur la responsabilité de l'entreprise vers les parties liées.

Une série de mesures ont été édictées pour remédier à cet état de faits pour lesquelles est exigé, dans le délai d'un mois, la mise en place de rapports trimestriels sur leur avancement.

"Neuf raisons de dire NON à l'agriculture contractuelle"

Cyrille Bolloré, le fils de son père Vincent, et nouveau patron du groupe éponyme, a trouvé une nouvelle formule pour accroître ses activités dans le secteur de l'agriculture/alimentation. Elle consiste à piéger les paysans africains dans un système « Gagnants/Perdants » qui lui évite d'accaparer les terres tout en siphonnant la production.

Ce type d'agriculture contractuelle est très dangereux et surtout désavantageux pour les paysans comme le démontre le retour d'expérience en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est. La publication de *Neuf raisons de dire NON à l'agriculture contractuelle* éditée en anglais et en français, par le *Mouvement mondial pour les forêts tropicales* dévoile le dessous des cartes. www.wrm.org.uy/fr 6 Email: wrm@wrm.org.uy

WRM Av Bolivie 1962 BIS - CP 11500 Montevideo, Uruguay -

Escroquerie en col blanc ...et cravate

Les bonnes affaires sur les Antiquités n'ont pas de fin, même en ces temps où on parle de rendre aux pays colonisés les trésors patrimoniaux de leurs lointaines civilisations.



52 millions d'euros, c'est le prix des sept antiquités égyptiennes aux origines douteuses, acquises par le Louvre Abu Dhabi, sans que JL Martinez, ex patron du prestigieux musée, ni JF

Charnier, ex directeur de l'agence France Muséums (sensée sécuriser les achats entre Paris et les Emirats) ne soient intervenus pour éviter l'escroquerie, malgré les alertes de nombreux spécialistes sur la provenance illicite de ces antiquités lors de leur passage devant la commission d'acquisition.

C'est ainsi que les peu respectables « ex » sont mis en examen pour «blanchiment par falsification mensongère et complicité d'escroquerie en bande organisée». Il n'en reste pas moins que les sept œuvres d'art, dont deux sarcophages phéniciens et la magnifique stèle de Toutankhamon ont atterri à Abu Dhabi sans que les autorités égyptiennes n'aient été averties de la vente de ces antiquités.

Les Rois du pétrole prennent la suite des monarchies et républiques colonisatrices.

"Obscurantisme international"

En 2020 une enquête du média britannique OpenDemocracy avait révélé la présence de centres prodiguant des conseils anti-avortement et anti-contraception dans dix-huit pays, dont l'Afrique du Sud. Depuis d'autres centres ont été identifiés dans les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, comme au Cameroun, au Togo et en Côte d'Ivoire.

Dans ce dernier pays l'association Etoile du matin basée à Abidjan, possède des liens étroits avec Heartbeat International, un groupe anti-avortement américain domicilié dans l'Ohio et proche de Donald Trump, ainsi qu'avec l'Association for Life of Africa, organisation basée en Zambie, soutenue financièrement par Heartbeat, dont l'objectif est de « créer un réseau régional pour promouvoir l'alternative à l'avortement ».

La rentrée des soirées du cinéma de l'AFASPA

Mardi 20 septembre 2022

à la salle du Maltais rouge 40 rue de Malte Paris (métro République)

« *Des hommes de loi dans la tourmente* » de Luc Decaster et Sylvie Thénault

Le film aborde la justice coloniale durant la guerre d'Algérie. Magistrats et avocats évoquent l'atmosphère de la période, l'instruction et la tenue des procès. Le film nous emmène jusqu'à une ferme abandonnée près de Batna, dont un ancien détenu ouvre les portes et raconte sa détention dans ce lieu ignoré de la justice. « *Filmer des lieux, des personnages, c'est aussi pour nous, à partir de ces matières visibles ou entendues, désirer mettre à nu les mécanismes de l'histoire qui ont pu faire qu'un individu préparé à une telle fonction, avec une éthique dans son accomplissement, en vienne à ne pas réagir face à la négation des principes de droit élémentaire que la société à laquelle il se réfère a établi.* »

La soirée commencera à 19h par la présentation du livre «*Ratonnades d'Alger 1956.*

Une histoire de racisme colonial » de Sylvie Thénault

à 20h projection du film suivie d'un débat avec le réalisateur et l'historienne

Participation aux frais 5€

CULTURE

Festival Unganya à Lubumbashi



La 18ème édition du Festival Unganya (L'art de chasser) a présenté pendant une semaine avec une dizaine de jeunes comédiens des spectacles dans des centres accueillant des enfants. Le but était non seulement de faire découvrir le théâtre à un nouveau public et de le fidéliser, mais aussi de faire se révéler des jeunes talents.

Le rêve de Cécile Pemba, directrice du festival Unyanga se réalise « Ces jeunes ont commencé à jouer quand ils avaient 10 ans, » explique-t-elle. Aujourd'hui, ils ont 18 ans et je me rends compte qu'ils ont grandi et qu'ils peuvent

maintenant jouer dans de grandes troupes». Ils ont présenté entre autres la pièce de Jean-Luc Lafarce "La place de l'autre», c'est justement le nom de la pièce de Jean-Luc Lafarce.

En plus des jeunes acteurs, l'écriture des pièces de théâtre attire aussi des auteurs congolais. « De plus en plus, il y a des jeunes qui écrivent. Mais ce qui est plus important, ce sont ceux-là qui émergent. Ici, je fais d'abord allusion à Djo Ngeleka, il est parmi les dix lauréats du concours RFI de théâtre avec sa pièce «Le lac». Il y a Mickael Disanka, lui aussi c'était un acteur de théâtre et de mise en scène, mais voilà qu'il s'est mis à écrire ses propres pièces. Et aussi Sinzo Aanza qui est parti de Lubumbashi et qui se confirme maintenant dans l'écriture dramatique», explique le professeur Fabien Kabeya, enseignant du théâtre à l'université de Lubumbashi, qui affirme que la relève est assurée.

«Toutes ces choses nous montrent que notre théâtre a encore de l'avenir et qu'il y a de l'espoir, car les jeunes, tant sur la scène que dans l'écriture, ils ont du talent et surtout leurs talents sont reconnus ».

Clap de fin du festival du film amateur en Tunisie

L'un des plus vieux festivals de films d'Afrique est installé à Kélibia, ville balnéaire du Cap Bon depuis 35 ans. Ce festival du film amateur propose une sélection de films locaux et internationaux. Cinéphiles et jeunes cinéastes participent à cette rencontre organisée par la Fédération tunisienne des cinéastes amateurs, il draine de nombreux jeunes de tous les milieux et de différentes régions de la Tunisie.

Le festival qui réunit aussi bien les jeunes de Kélibia que les étudiants en cinéma ou en photo, permet aussi de débattre avec des cinéastes et des professionnels, selon Hela Ben Kheder qui travaille dans la communication : « C'est un lieu d'échanges

principalement, mais aussi un lieu de découvertes. C'est un lieu magique ! »

En journée, les étudiants et membres de ciné-clubs peuvent participer à des ateliers de scénario, de photo et de réalisation. Un apprentissage qui reste très libre et laisse place à la créativité selon Fatma Bchini, une habituée du festival : « Ce n'est pas juste faire le film pour le film, le cinéma, c'est un outil pour s'exprimer, c'est un outil pour lutter, c'est un outil pour militer. »

Et dans le palmarès, de nombreux films engagés ont gagné des prix comme un film sur la migration d'une influenceuse camerounaise ou encore un film d'animation sur la guerre d'Algérie.

Extraits du reportage de Lila Blaise RFI

Rencontre de la photographie d'Arles

Elli Lorz photographe franco-irlandaise qui a parcouru l'Afrique en vélo a présenté son projet, *Une respiration de combat* dans le cadre du «off» des Rencontres de la photographie d'Arles qui lui a décerné le Prix Jeunes talents.

Son travail s'articule autour d'un travail photographique et un travail d'écriture de témoignages mené avec des habitants sahraouis.

«Un combat de respiration oppose au quotidien deux forces : le colon et le colonisé. Plus les Marocais occupent l'espace, et plus la respiration des Sahraouis est étouffée. (...) Les portraits, pour la plupart anonymes, sont réalisés à l'intérieur des maisons ou sur les toits, afin d'éviter la délation des colons marocains et échapper à la surveillance

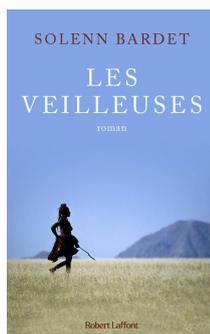
policière. Les textes sont écrits sur des papiers d'emballage de sacs de ciment collectés sur les chantiers de construction. Ce support d'écriture fait écho aux récits des survivants des disparitions forcées du bagne de Kalaat M'gouna».

Ce travail, lui a valu une expulsion du Maroc et le vol de documents et matériels informatiques.



CONSEILS DE LECTURE

Les veilleuses de Solenn Bardet



Après *Pieds nus sur la terre rouge*, livre témoignage de ses longs séjours chez les Himbas de Namibie, l'auteure, géographe, ethnologue et documentariste nous livre un roman ancré dans les réalités du quotidien d'une société qu'elle connaît parfaitement. Ses personnages portent les noms d'êtres qui lui sont chers. Ce beau roman mêle tout à la fois l'Histoire de la Namibie et les problématiques auxquelles sont confrontés les Himbas aujourd'hui et pour lesquelles les femmes ont été en première ligne dans la défense de leur environnement et de leur culture ancestrale. « Teinté de réalisme magique, *Les veilleuses* est un roman d'apprentissage, l'histoire d'une adolescente incertaine destinée à devenir une de ces femmes puissantes capables d'assumer une existence hors norme et de porter la voix de tout un peuple. »

Editions R. Lafont 314 pages - 20€

Attaquer la terre et le soleil

de Mathieu Bezezi

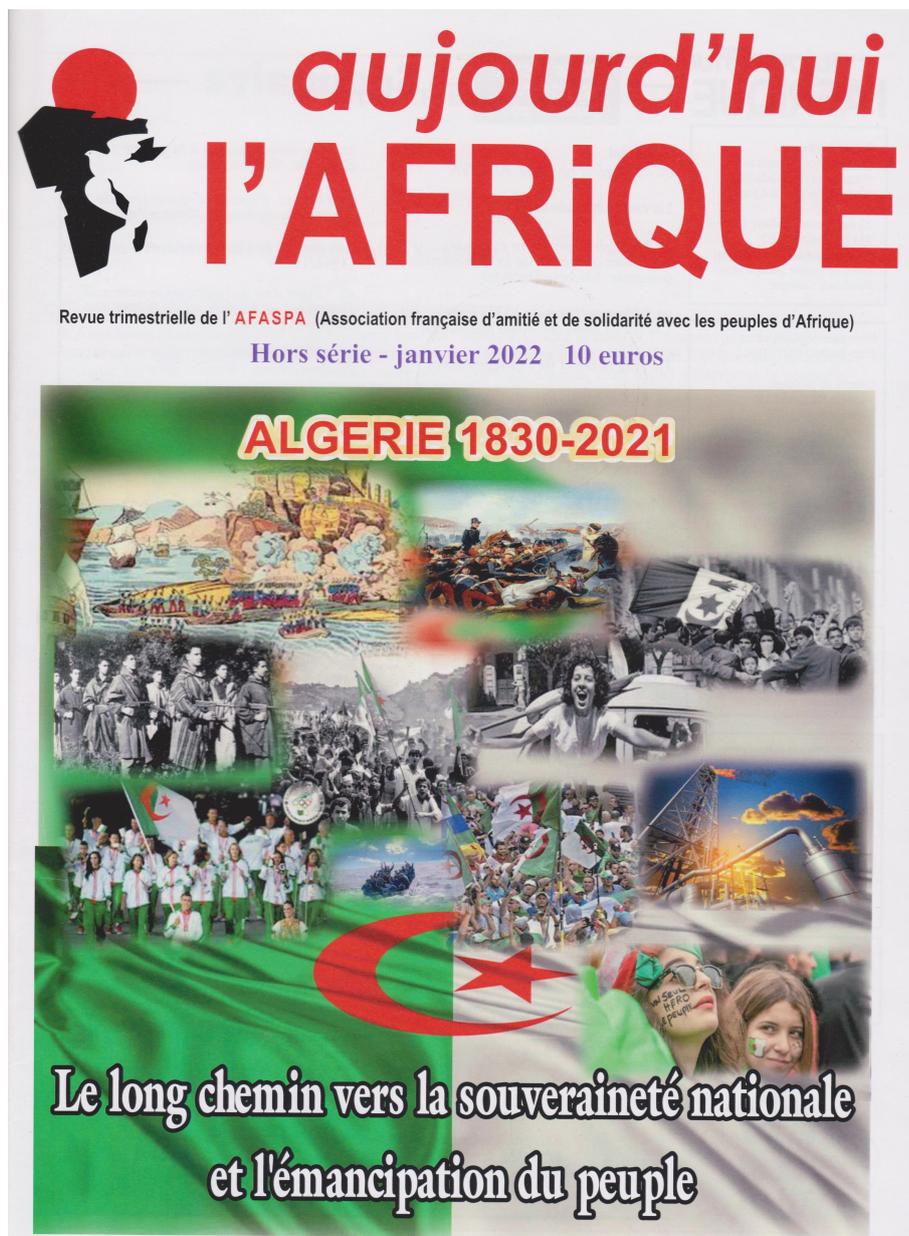


Dans son quatrième roman sur la conquête de l'Algérie l'auteur aborde la réalité coloniale au travers les voix de Séraphine et d'un soldat. Elle, arrive en famille dans une des colonies agricoles que la France installe. Lui, est enrôlé pour « pacifier ». Mais les promesses qui les ont fait venir ne sont pas les réalités qu'ils découvrent. C'est sous une tente que la famille doit vivre, défricher une terre caillouteuse sous un soleil de plomb, un climat malsain et la confrontation à l'hostilité des habitants. Lui, parle de « son travail » au sein du corps expéditionnaire qui sème la terreur et la mort, *travail* que seule l'ivresse rend supportable. « Dans ce dernier roman les personnages sont des gens du peuple qui se sont laissé prendre par les discours politiques, laissé berné je dirais, laissé piéger et qui vont payer le prix de cet aveuglement. »

Edition Le Tripode 160 pages 17€

Il y a 60 ans l'Algérie se libérait de la domination coloniale française.

L'AFASPA vous propose l'Histoire des 132 années de colonisation
et les forces en présence dans les différents moments
de l'expérience des 60 années de l'Algérie indépendante



Sommaire page suivante

Pour commander la revue : adressez un chèque à l'ordre de AFASPA
13 rue Pierre et Marie Curie 93170 BAGNOLET

- 1 exemplaire : 10€ + 4€ frais d'envoi France 5,25€ Outre-mer 8€ Etranger
- 2 exemplaires : 20€ + 6 € frais d'envoi France 8.35€ Outre-mer 12,20€ Etranger
- 3 exemplaires : 30€ + 7,28€ frais d'envoi France
- Pour une commande en nombre : contact : 06 84 12 41 48

Prénom et nom :

Adresse :

Ville..... Code postal

Adresse électronique

Revue éditée par
l'Association Française
d'Amitié et de Solidarité
avec les Peuples d'Afrique
AFASPA
13 rue Pierre et Marie Curie
93170 BAGNOLET
afaspanationale@gmail.com
website : www.afaspa.com
Facebook : afaspa

Directeur de publication
Jean-Paul ESCOFFIER

Comité de pilotage
Michèle DECASTER
Véronique HENRY
Mohamed KADAMY
Harana PARE
Solange PIGOT
Jean-Claude RABEHERIFARA

PAO
Abdelghani KAYOUCHE

Impression
Imprim2000
Bagnolet

La rédaction, soucieuse de
pluralisme, laisse toute liberté
aux auteurs, journalistes,
universitaires et politiques de
leurs analyses et opinions

Remerciements pour l'aide
apportée à la réalisation à
Abdelghani KAYOUCHE
Malika ZOUBA
Mériem DERKAOU
Francis ARZALIER
Nils ANDERSON
Danièle DUVOT
Claudine NEVEU
Latifa MADANI
Geneviève BUONO

Couverture

©

Conception
Abdelghani KAYOUCHE



Editorial

01. *L'Algérie revisitée. AFASPA

La conquête coloniale

02. *L'Algérie, première étape de
l'aventure africaine de la colonisation
française. Michèle Decaster

06. *L'insurrection de 1871 conduite par
Cheikh El Mokrani. Rosa Moussaoui

Le long combat de l'indépendance

08. *Les ferments de la Révolution
–Extraits du livre « Taleb Abderrahmane
guillotiné » de Mohamed Rebah

10. *8 mai 1945. Mise en place pour un
massacre – Extraits du livre *La Guerre
d'Algérie*. Henry Alleg

12. *1954-1962, C'était la guerre !
Hassan Zerrouki

16. *L'émigration dans la révolution
algérienne. (Témoignage). Djilali Leghima

18. *Les procès des militant.e.s de
l'indépendance. Sylvie Thénaut

20. *« Les oubliés de l'Histoire »
Européens combattants de l'indépendance.
Abdelghani Kayouche

25. *Témoignage d'un Algérien
communiste sur la guerre de libération et
les années d'indépendance. Georges Perlès

27. *Le crime du 17 octobre 1961
Michèle Decaster

30. *L'Algérie et les accords d'Evian.
Bernard Deschamps

Positionnement des progressistes en France

32. *L'anticolonialisme en France à partir
des questions algériennes, du XIX^{ème}
siècle à l'indépendance algérienne.
Francis Arzalier

37. *Les insoumissions à la guerre
d'Algérie. Nils Anderson

39. *Franz Fanon, théoricien de la
Révolution algérienne. Harana Paré

Les acquis de l'indépendance (1962/1978)

42. *L'âge d'or de l'édification nationale.
Hommage au Pr. Gérard de Bernis.
Abdelatif Rebah

45. *L'électrification de l'Algérie après
l'indépendance. Kamila Sefta

49. *Politique Sociale, éducative et
culturelle. Saïd Bouamama

51. *«L'âge d'or de la diplomatie
algérienne»
Extraits du livre d'Amir Aslani

Les années noires

54. *La dérive économique libérale.
Fatna Abdelkader

58. *Aux sources du fondamentalisme
religieux en Algérie (1980-2000)
Omar Bessaoud

62. *La décennie noire. Abdallah
Aggoune

Le Mouvement populaire 2019/2020

64. *Le Hirak, trois ans après, qu'en est-il ?
Hassan Zerrouki

Relations entre Algérien et Français

66. *Mineurs algériens en Cévennes.
Bernard Deschamps

69. *Les harkis, ces victimes du
colonialisme, instrumentalisés par le «
macronisme » Henri Pouillot

Une Histoire à compléter

71. *Il faut s'engouffrer dans la brèche
ouverte par le rapport Stora.
Alain Ruscio

72. *« On n'écrit pas l'Histoire avec une
gomme » AFASPA

Conseils de lectures et de films

En annexe :

Frise historique des événements qui se sont produits entre 1830
et 2021 en Algérie, en France et à l'international
Véronique Henry